

Elle a dit

«Il doit y avoir un accord vendredi»

Cecilia Malmström
Commissaire européenne au commerce, exigeant que la Belgique approuve le CETA, traité de libre-échange avec le Canada



Le chiffre

7,2

C'est, en milliards, le nombre de passagers attendus par l'Association internationale des transporteurs aériens en 2035, le double par rapport à 2016.

Finance

Firme en forme

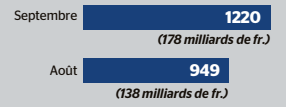
BlackRock, numéro un mondial de la gestion d'actifs, a publié des résultats trimestriels meilleurs que prévu: le groupe a réalisé un bénéfice net en hausse de 3,8% à 875 millions de dollars (866 millions de francs).

Chine

Bond du crédit

Le montant des prêts accordés par les banques en Chine a connu un fort rebond en septembre (+30%), accentuant les craintes liées à la dette chinoise.

Montant des prêts accordés par les banques en Chine (en milliards de yuans)



Finances publiques

Genève sommée de maîtriser ses dépenses

Malgré des recettes fiscales abondantes, le Canton dépense trop. Et sa dette s'accroît. L'Etat consacre énormément d'argent aux dépenses courantes, et investit peu, quand bien même d'importantes infrastructures sur son sol méritent une cure de jouvence. Genève manque de

Richard Etienne

Genève est le canton où les recettes fiscales par habitant sont les plus importantes, ce qui ne l'empêche pas d'être le plus endetté, souligne la **Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève** dans une étude publiée hier. L'Etat consacre énormément d'argent aux dépenses courantes, et investit peu, quand bien même d'importantes infrastructures sur son sol méritent une cure de jouvence. Genève manque de

«marge de manœuvre pour piloter son avenir», un «assainissement financier est plus nécessaire que jamais», selon la **CCIG**.

La situation n'est pas nouvelle, la chambre faisant part de ses inquiétudes vis-à-vis des finances publiques genevoises dans des études similaires tous les trois ans depuis 1991. Mais elle empire avec le vieillissement démographique: l'allongement de la durée de la vie se traduit par une hausse des dépenses en matière de santé et une stagnation des rentrées fiscales (due à la baisse de la part des actifs dans la population totale).

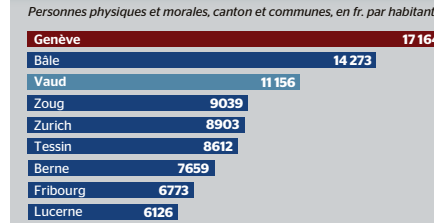
La baisse de la charge fiscale suite au vote en faveur de la Loi sur l'imposition des personnes physiques (LIPP) en 2009, qui diminue les impôts auprès de la classe moyenne et des familles, n'a pas engendré de baisse des recettes fiscales. Elles croissent au contraire depuis 2010. Avec

17 164 francs par personne, les recettes par habitant sont près de trois fois plus grandes qu'à Lucerne.

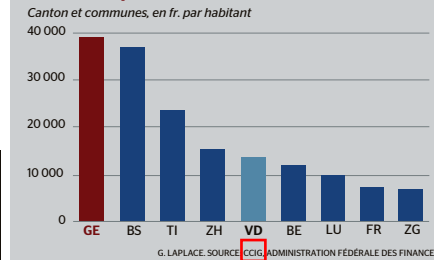
Genève figure aussi presque au sommet (derrière Bâle) sur le front des dépenses. En 2014, l'Etat dépensait une moyenne de 23 467 francs par habitant, contre 13 114 à Zurich. La chambre note qu'il dépense les sommes les plus élevées pour ce qui relève de la famille, de l'aide sociale et de la culture. Genève est aussi le canton le plus généreux vis-à-vis de sa fonction publique, alors que le nombre de fonctionnaires au bout du lac est proportionnellement supérieur à la moyenne nationale. Leurs salaires, indique la **CCIG**, tendent à être bien plus élevés que ceux de leurs homologues ayant le même niveau d'études ou le même poste dans le privé.

Résultat: la dette par habitant,

Recettes fiscales par habitant, en 2014



Dette brute par habitant, en 2014



déjà la plus élevée de Suisse, s'envoie. Elle est telle qu'elle empêche le Canton de suffisamment investir pour préparer son avenir.

La situation est d'autant plus préoccupante qu'elle est «fragile» et «asymétrique», selon Yves Cogne, fiscaliste de la **CCIG**. Moins de 2% des contribuables rapportent plus du quart de l'impôt sur le revenu, un impôt que plus d'un tiers des Genevois n'ont pas à payer. Le déséquilibre est encore plus marqué s'agissant de l'impôt sur la fortune, qui voit 85% de l'impôt être acquitté par moins de 5% des contribuables. «Conserver des conditions favorables au maintien de ces contribuables n'est pas faire des «cadeaux aux riches». C'est juste protéger la substance fiscale de Genève», selon la **CCIG**.

Dans ce contexte, la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) est vue comme une lueur d'espoir. Elle vise à imposer un taux unique de 13,49% à toutes les entreprises du canton, ce qui se traduirait par une hausse pour les multinationales, une baisse pour les PME et une diminution des recettes évaluée à 500 millions.

PUBLICITÉ

CONCOURS

GiedRé

Jeudi 17 novembre
Thônex Live - Genève - 20h

GAGNEZ : 10X2 billets

opus

PAR SMS (Fr. 1.50/sms)
Tapez **TDG CODE40**
Envoyez le message au numéro **8000**

PAR TELEPHONE
(Fr. 1.50 l'appel depuis une ligne fixe)
0901 02 00 00 : CODE 40

PAR INTERNET
www.tdg.ch/concours

Délai de participation : dimanche 23 octobre à 21h
Conditions sous www.tdg.ch/concours

Tribune de Genève

A Rolle, les tensions montent entre le groupe Nissan et ses salariés

Hier à midi, Une quarantaine de personnes ont manifesté leur colère devant le siège rolois du constructeur nippon

L'annonce du couperet était tombée au mois de septembre. La réorganisation entamée par Nissan Suisse de plusieurs départements frappe de plein fouet son siège basé à Rolle. En tout 92 postes sur les 228 que compte le site seront finalement déplacés à Montigny-le Bretonneux, en région parisienne, où se trouve le siège de Nissan Europe. La colère gronde tant du côté des employés que d'Unia, dont le mandat collectif de représentation est refusé par le constructeur nippon. A tel point qu'une quarantaine de personnes ont manifesté hier devant les locaux rolois.

Selon le syndicat, si une période de consultation a bel et bien été ouverte en respect du droit suisse, les droits des employés concernés auraient par contre été bafoués. «Après vérification, la période de consultation a été clairement lacunaire, puisque des documents essentiels n'ont été produits que le 20 septembre alors que cette période était censée se terminer neuf jours plus tard», explique Komla Kpogbli, secrétaire syndicale chez Unia La Côte.

La principale source de mécontentement du syndicat envers le constructeur d'origine japonaise est qu'il ne reconnaît pas son mandat collectif de représentation du personnel. «La direction de Nissan accepte uniquement des inter-



Une quarantaine de personnes ont manifesté hier leur colère devant le siège de Nissan à Rolle. KEYSTONE

ventions individuelles, mais aucune de collective», regrette le syndicaliste, qui considère que le groupe nippon viole ainsi la tradition suisse du partenariat social. Du côté du constructeur japonais, si ce dernier confirme ne pas vouloir participer à ce type de procédure syndicale collective, il assure se trouver dans un «contexte de dialogue permanent avec les collaborateurs concernés» et se dit déçu de l'action survenue hier.

Nissan ne veut d'ailleurs pas entendre parler de licenciements. «Nous ne pouvons souscrire à cette affirmation dans la mesure où tous nos efforts se concentrent pour remettre à chaque collaborateur concerné une offre attractive de mobilité vers la France», explique Sara Jenkins. La porte-parole du groupe évoque comme exemple plusieurs mesures incitatives proposées aux salariés suisses à

savoir «une allocation de mobilité, un soutien immobilier ou encore un appui à la recherche d'emploi en France pour le conjoint».

Cette bonne volonté existe-t-elle? En juin, une délégation américaine menée par le syndicat américain United Auto Workers (UAW) s'était déplacée pour manifester devant le siège de Boulogne-Billancourt. Ce dernier accuse notamment la direction du groupe de faire pression sur les salariés d'une usine au Mississippi pour les décourager à se syndiquer. Des faits réfutés par le constructeur, qui assure «respecter la loi dans chaque pays où il est présent et être attentif à ce que tous les employés comprennent leurs droits». A Rolle, le bras de fer pourrait vite se durcir entre des deux parties si la direction de Nissan oppose une fin définitive de non-recevoir aux demandes d'Unia.